



Préserver l'environnement, nourrir la planète.

Sur la faim dans le monde et l'environnement, le Pape lance un avertissement aux dirigeants du monde. C'était au cours de la messe d'ouverture de l'Assemblée Générale de la Caritas le 12 mai dernier en la Basilique Saint Pierre de Rome. Le pape François a rappelé « aux puissants de la terre que Dieu les appellera au jugement un jour » pour savoir « si vraiment ils ont cherché à procurer de la nourriture » et « s'ils ont œuvré de manière à ce que l'environnement ne soit pas détruit mais puisse produire cette nourriture.

« La planète possède de la nourriture pour tous, mais il semble qu'il manque la volonté de partager avec tous », a observé le pape dans son homélie. Le jugement vérifiera aussi « s'ils ont œuvré de manière à ce que l'environnement ne soit pas détruit mais puisse produire cette nourriture ».

Cet avertissement aux « puissants », en écho au cantique du Magnificat, s'est accompagné d'un fort encouragement à l'essor de la Caritas, qui fédère 165 organisations caritatives catholiques dans le monde. « Caritas est désormais une grande confédération, amplement reconnue aussi dans le monde pour tout ce qu'elle réalise. Elle doit chercher à se déployer encore plus largement, également dans les diverses paroisses et communautés, pour renouveler ce qui s'est passé aux premiers temps de l'Église ». Soulignons que le Pape vient de publier une lettre encyclique sur l'écologie humaine. Dans ce numéro, nous publions dans notre page « Actualités », les résultats de l'étude de Caritas Internationalis sur la sécurité alimentaire. Vous trouverez également un rapport consolidé de la formation des agents communautaires des régions du Tonkpi, du Guémon et du Cavally en techniques de sensibilisation à la réconciliation.

P. Emmanuel WOHI NIN

SOMMAIRE

Actualités **Comment en finir avec le scandale de la faim dans le monde ?** P1-2-3

Echos du terrain **Caritas Côte d'Ivoire s'engage résolument dans le processus de Réconciliation** P3-4

Agenda P4

Directeur de publication
RP. WOHI NIN Emmanuel

Secrétaire de rédaction
Dan Lassy

Rédacteurs
Emmanuel WOHI NIN
Jean Djoman KOUASSI
Sékongo TCHORNA

Collaborateurs
Caritas diocésaines

Promotion
Secrétariat Caritas

ACTUALITES

Comment en finir avec le scandale de la faim dans le monde ?

Une étude sur l'insécurité alimentaire a été réalisée par le biais de la Campagne de Caritas Internationalis « Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous », dont le but est de mettre un terme à la faim d'ici 2025, en aidant les personnes les plus pauvres et désavantagés à accéder aux ressources essentielle pour une vie digne. Cette enquête a été menée par Grey Matter Research & Consulting (Phoenix, Arizona, USA), avec l'appui de Catholic Relief Services (CRS).

Faim et insécurité alimentaire

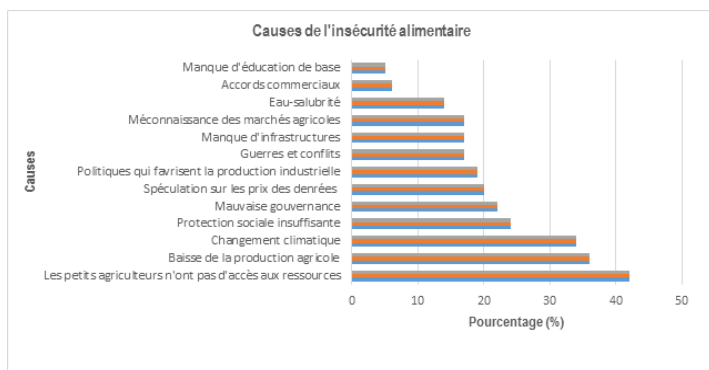


Rizière à Zouan-Hounien, Projet caritas Man

Plus d'un tiers des participants à l'enquête (35%) ont déclaré que l'action la plus importante pour réduire la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire serait d'améliorer l'agriculture. Dans beaucoup des cas, des politiques publiques sur la sécurité alimentaire existent mais ne sont que très peu appliquées. Car, avoir des lois protégeant le droit à l'alimentation ne suffit pas à éradiquer la faim.

Les organisations Caritas ayant instauré des programmes de sécurité alimentaire dans leur pays estiment qu'environ 106,42 millions de personnes ont bénéficié de ces programmes en 2013. Les secteurs les plus importants ont été la formation agricole (41%), l'agriculture durable (39%), la distribution de nourriture ou de semences après une catastrophe (39%) et l'amélioration de la nutrition et de la santé (39%). Caritas Côte d'Ivoire a orienté ses actions dans les secteurs de la distribution de semences, de la formation agricole, l'amélioration de la nutrition et de la santé, avec la Caritas diocésaine de Man Il reste encore beaucoup à accomplir pour combattre l'insécurité alimentaire mais si les agriculteurs arrivent à produire suffisamment pour se nourrir eux-mêmes, leurs familles et leur pays, les améliorations suivront : meilleure santé, meilleure éducation et meilleure vie pour tous.

Principales raisons de la faim et de l'insécurité alimentaire



Comme le montre l'histogramme ci-dessus, la grande majorité des participants à l'enquête estime que le fait que les petits agriculteurs n'aient pas accès aux ressources constitue la raison majeure de la faim et de l'insécurité alimentaire dans le monde (42%).

Pour aider les personnes qui souffrent de la faim, il faut aider les petits exploitants agricoles, car ce sont eux qui fournissent la majeure partie de notre nourriture. La deuxième raison évoquée était la faible productivité agricole pour 36% des répondants. Trente-quatre pourcents (34%) citaient quant à eux le changement climatique comme étant l'une de trois raisons principales de l'insécurité alimentaire. Le changement climatique affecte la sécurité alimentaire car l'agriculture est elle-même affectée par les conditions météorologiques changeantes : sécheresse,

rareté de l'eau, précipitations anormales, érosion des sols, événements climatiques extrêmes. Les répondants ont aussi évoqué les politiques gouvernementales qui ne garantissent pas une sécurité sociale suffisante, favorisant la production industrielle ou n'aboutissant pas sur des infrastructures adéquates. Un participant sur dix a déclaré que les conflits étaient la raison principale de l'insécurité alimentaire, et six pourcents estiment pour leur part que les accords commerciaux sont responsables de cet état de fait.

Dans les réponses, on a pu constater des variations d'une Région à l'autre : en Afrique Subsaharienne, 36% des répondants ont choisi parmi les causes de l'insécurité alimentaire la basse productivité agricole et 24% assurée et beaucoup moins dans les pays en insécurité alimentaire. Elle se fait plus souvent dans les pays disposant de lois ou de déclarations sur le droit de l'alimentation que dans les pays où ce droit est en grande partie ignoré par le gouvernement.

Par ailleurs, la question d'accès aux marchés demeure préoccupante. La promotion des marchés locaux est de loin plus commune dans les nations où la sécurité alimentaire est assurée et beaucoup moins dans les pays en insécurité alimentaire. Elle se fait plus souvent dans les pays disposant de lois ou de déclarations sur le droit de l'alimentation que dans les pays grande partie ignoré par le gouvernement.



Marche pour la Campagne de Caritas, Milan, 19 mai 2015

Défis et engagement de Caritas

Pour aider à réduire la faim et l'insécurité alimentaire, Caritas se propose d'influencer les politiques en matière agricole pour 35% des répondants dont 60% en Afrique. Cette action comprend la protection de l'agriculture, la promotion de meilleures pratiques agricoles, l'aide aux petits agriculteurs et aux individus pour cultiver leurs propres produits dans leurs potagers. Dix-sept pourcents, en appellent à une action liée aux politiques économiques ou d'assistance sociale, en faveur d'une sécurité sociale, d'une hausse des revenus, d'une création d'em-

ploi, d'une diminution du prix des aliments et d'une amélioration des politiques liées à l'eau. Caritas s'engage dans quatre domaines prioritaires :

- la formation des agriculteurs ;
- l'agriculture durable ;
- la distribution de nourriture ou de semences après les urgences et
- l'amélioration de la nutrition

Pour conclure, il est bon de noter que concrétiser le droit à une alimentation adéquate et assurer une sécurité alimentaire pour tous fait partie d'une vision en faveur du développement humain. Elle est au cœur de la Campagne de Caritas Internationalis « *Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous* » qui prend fin en décembre 2015 . Mettre un terme à la faim d'ici 2025 signifie combattre les causes structurelles de l'insécurité alimentaire. Cela requiert des changements dans les politiques, les lois, notre façon de produire et de consommer, mais aussi des changements dans les sociétés et les cultures afin d'ouvrir l'accès aux ressources aux personnes les plus désavantagées.

P. Emmanuel WOHI NIN

(Source : Rapport sommaire de Mai 2015 « Etude de Caritas Internationalis sur la sécurité alimentaire »)

ECHOS DU TERRAIN

Caritas Côte d'Ivoire s'engage résolument dans le processus de Réconciliation

Un atelier de formation des agents communautaires a été organisé par Caritas Côte d'Ivoire sur les techniques de sensibilisation à la cohésion sociale, la réconciliation et la promotion de la conscience nationale du 07 au 10 avril 2015. Cette formation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du « Projet LIANE ». Ci-dessous, le rapport consolidé de cet atelier.

Objectif

L'objectif général est de former les agents communautaires des Caritas Diocésaines de Man, Yopougon, Bouaké, Katiola, Sans Pedro, Agboville, Grand-Bassam, Abidjan, Bouna et de Caritas Côte d'Ivoire afin qu'ils soient capables de sensibiliser les populations ivoiriennes à la cohésion sociale, la paix et la réconciliation.

Plus spécifiquement il a été question de rendre les participants capables d'organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur :

- l'importance de la cohésion sociale entre les différentes composantes de la société ;
- l'importance de l'intérêt commun au-dessus de l'intérêt individuel ;
- la réconciliation et la paix comme facteurs de développement ;
- les inconvénients des replis identitaires, culturels et religieux ;
- l'avantage de la multiplicité identitaire, culturelle et religieuse ;
- le recours à l'autorité compétente pour le règlement des conflits ;
- les élections apaisées, facteur de cohésion sociale, de paix et de développement.

Au nombre de 34, dont 04 membres de l'équipe Projet à Abidjan, 01 superviseur et 29 Agents Communautaires, les participants à cette formation sont issus des localités de : Man, Yopougon, Bouaké, Katiola, Sans Pedro, Agboville, Grand-Bassam, Abidjan, Bouna.

L'atelier a porté sur un certain nombre de modules que sont :

1. La Généralité sur la cohésion sociale

Cette session vise une compréhension approfondie de la notion de cohésion sociale par les participants, sa genèse dans l'histoire de l'humanité, les caractéristiques d'une cohésion sociale, son importance entre les différentes composantes de la société ainsi que ses avantages sur les plans économiques et sociales. Ainsi, les participants ont pu comprendre qu'une société cohésive à l'avantage d'avoir des individus qui entretiennent des liens sociaux, économiques malgré la diversité culturelle, religieuse, ethnique et pose les fondements pour l'émergence d'une conscience nationale ou communautaire, l'avènement d'un développement économique et social à travers le dynamisme des rapports marchands.



Participants à l'atelier

2. Définition et principes de la réconciliation

Le but de ce module est de permettre aux participants de distinguer les types de réconciliations (interpersonnelle et communautaire). Ils devront désormais comprendre que la réconciliation est un long processus aux implica-

tions profondes suivant plusieurs étapes à savoir le **Remplacement de la peur par une coexistence non-violente, l'établissement de la confiance, la tendance Vers l'empathie**. Elle nécessite également l'implication de plusieurs acteurs que sont **l'Etat, la communauté internationale, les ONG et les associations de la société civile**. Les participants connaissent désormais les mécanismes communautaires de gestion des conflits qui exigent la prise en compte des victimes dans le processus de réconciliation et leur mobilisation et une reconnaissance de la part des agresseurs du tort causé. Les participants comprennent en outre qu'aucune réconciliation n'est possible sans la vérité, la justice. Ils ont enfin compris

les enjeux de la réconciliation, les obstacles et les opportunités à saisir pour aboutir à une vraie réconciliation.

3. Définition et éléments de la promotion de la conscience nationale

A travers ce module, les participants ont cerné le sens de la conscience nationale sous différents angles à savoir l'angle juridique, l'angle sociologique et l'angle politique. Les participants ont également compris le caractère indubitable de la notion de conscience nationale et celle de citoyenneté qui est envisagée comme les droits et devoirs reconnus aux citoyens; la civilité, le civisme, la solidarité, le respect des biens publics et privés, les institutions de l'Etat, les valeurs républicaines ivoiriennes et les valeurs sociales telles que la tolérance, la communication, la liberté et l'égalité, la responsabilité.

4. Des séances de travaux de groupes visant à renforcer les capacités des participants

Des travaux en carrefour ont été réalisés dans le but de renforcer la compréhension des participants sur la notion de cohésion sociale qui ne saurait nullement signifier l'absence de conflits. Tout réside dans la manière dont le conflit est géré. Ainsi, en trois groupes les participants ont réfléchi sur le thème :

« L'existence de conflits sociaux ne signifie pas nécessairement l'absence de cohésion sociale ».

L'exposé des résultats de chaque a permis de comprendre qu'aucune société n'est à l'abri des conflits et ceux-ci ne sont pas une fatalité.

La deuxième séance a porté sur des exercices de synthèse des modules déroulés lors des 3 jours de l'atelier. Cette deuxième séance a permis aux participants de retenir l'essentiel des enseignements faits par le formateur.

5. Des échanges d'expérience entre agents communautaires

Ces échanges ont permis de mettre en évidence le rôle de l'agent communautaire dans sa communauté ainsi que le caractère complexe de sa mission.

SEKONGO Tchorna

AGENDA Juin – juillet 2015

PROJET FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

Atelier bilan du Programme, organisé par le PNLT à Yamoussoukro ; Audit Externe des comptes, Evaluation des ONG de l'UCR d'Abidjan ; Supervision des UCR de Bouaké, Daloa et Korhogo, Supervision des 28 ONG ; Réunion avec l'équipe-pays du Fonds Mondial en mission à Abidjan.

PROJET PROTECTION DES REFUGIES

Célébration de la Journée des Réfugiés
Audit des comptes ; Revue à mi-parcours,

PROJET LIANE

Recrutement de 21 groupements de femmes et de jeunes dans sept (7) Régions du pays pour les Activités Génératrices de revenus.

PROJET PAIX ET RECONCILIATION

Formation des leaders communautaires de 11 Régions du pays à la Consolidation de la paix et la réconciliation.

PROJET C2D CONSTRUCTION ECOLES A ODIENNE

Recrutement de quatre entreprises pour les lots 1, 2, 3 et 4, lancement de la phase active du projet de construction d'écoles primaires à Odiénné.

PROJET PROTECTION DES ENFANTS A SAN PEDRO

Remise du matériel de travail aux communautés des villages.

APPUI INSTITUTIONNEL

Introduction aux Normes des Gestion de Caritas Internationalis, à l'intention de sept (7) Caritas diocésaines.

Visites à deux diocèses : Agboville et Grand-Bassam, (appui à la consolidation du cadre structurel et du partenariat).

Atelier d'application des procédures à la gestion des projets du réseau Caritas Côte d'Ivoire, au centre Béthanie de Man.